



Communiqué Intersyndical FSU, FO, UNSA et SGEN-CFDT du 30 janvier 2024

Les organisations syndicales représentatives sur le département des Vosges FSU, FO, UNSA et SGEN-CFDT annoncent boycotter ce jour le Conseil Social d'Administration Spécial Départemental préparatif de la rentrée scolaire 2024 dans le second degré pour plusieurs raisons :

- Une année de plus, et malgré les annonces contradictoires des Ministres et du Président Macron, notre département va perdre des postes d'enseignants dans le second degré (plus de 5 équivalents temps plein pour les collèges), qui s'ajoutent aux 38 suppressions prévues dans le 1^{er} degré.
- Malgré nos demandes répétées, la DSDEN 88 refuse de nous transmettre les éléments permettant un dialogue social constructif ; il s'agit des effectifs d'élèves par niveau ainsi que de la catégorie de chaque établissement (pourtant communiqués dans d'autres départements de l'académie).
- Pour la deuxième année consécutive, la préparation de rentrée dans les collèges nous est proposée en dehors du cadre réglementaire : suppression de la technologie en 6^e l'an passé et groupes de niveaux en mathématiques et en français sur les niveaux 6^e et 5^e cette année, avec un impact majeur sur l'organisation de tout le collège dès l'an prochain, et cela sans texte officiel ! Ce mode de management est inacceptable.

Il est en effet temps de prendre la mesure des moyens dont a besoin l'École Publique pour fonctionner correctement. Nos organisations appellent ainsi à une grève **ce jeudi 1^{er} février et à une manifestation unitaire dont le départ sera donné à 14h devant la DSDEN des Vosges à Épinal, rue Antoine Hurault** avec ces revendications :

- POUR des conditions de travail respectueuses des personnels,
- POUR une revalorisation indiciaire de nos salaires,
- POUR la défense des postes et le respect des statuts des enseignants, pour le retrait du « pacte enseignant »,
- POUR le retrait de l'acte 2 de l'école inclusive et des Pôles d'Appui à la Scolarité,
- POUR la défense de l'enseignement spécialisé et adapté, encadré par des personnels qualifiés,
- POUR la défense des lycées professionnels,
- POUR un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH et les AED,
- POUR le respect de l'École publique et laïque.